

«Ces maîtres se sentent méprisés»

INTERVIEW EXPRESS

JULIEN

EGGENBERGER

PRÉSIDENT

SSP-

ENSEIGNEMENT



Les maîtres auxiliaires de l'enseignement sont prêts à débrayer. Parce que le Département de la formation a jusqu'ici refusé d'entrer en négociation sur leurs revendications. Hier, au cours d'une séance de conciliation conduite par un juge cantonal, l'Etat a fini par accepter le principe d'une discussion. La menace d'un débrayage n'est pas écartée pour autant. Explications de Julien Eggenberger, président du SSP-Enseignement.

- Qui sont ces maîtres auxiliaires?

- Ils enseignent à tous les niveaux de l'école vaudoise. Quant à leur nombre, on sait seulement qu'ils sont plusieurs centaines. Engagés pour pallier la pénurie d'enseignants, ils ne disposent pas de tous les titres nécessaires pour être nommés et endurent une moins-value salariale qui va jusqu'à 30 000 francs par an. Leurs parcours sont divers. Mais ils ont un point commun: ils sont dans l'impossibilité d'être admis à la Haute école pédagogique (HEP). Des universitaires, mais aussi des maîtres de couture, de cuisine ou de travaux manuels sont concernés, le canton de Vaud étant le seul de Suisse romande à ne pas ouvrir sa HEP aux CFC.

- Vos revendications?

- Nous exigeons que l'Etat renonce à une nouvelle péjoration salariale et aménage l'accès à une formation adaptée. La ministre Anne-Catherine Lyon a promis de satisfaire ce dernier point en 2004, mais sans donner suite. Cela n'a pas empêché son département de continuer à engager des maîtres auxiliaires.

- Que s'est-il passé hier?

- Pour éviter que l'organe d'arbitrage ne formule un acte de non-conciliation qui aurait rendu licite une grève, le département a accepté de discuter d'une liste de revendications. Toutefois, aucun délai n'a été fixé. Confrontés à une fin de non-recevoir depuis des années, les maîtres auxiliaires se sentent méprisés. En assemblée générale le 25 janvier, ils pourraient décider de maintenir le débrayage prévu le 2 février.